

Le Monde

Economie

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

La crise frappe encore plus violemment les pays pauvres

- En 2009, 55 à 90 millions de personnes tomberont dans l'extrême pauvreté, surtout en Afrique et en Asie du Sud
- Les financements promis par le G20 aux institutions financières internationales permettront-ils d'atténuer le choc ?



Un marché à Port-au-Prince, à Haïti. ALICE SMEETS

Déjà secoués par des émeutes de la faim en 2008, les pays en développement sont frappés de plein fouet par la crise économique. Au G20 de Londres le 2 avril, des mesures de soutien, chiffrées à 50 milliards de dol-

Dossier

lars (37,9 milliards d'euros) pour les seuls pays dits « à faible revenu », ont été annoncées. Leur mise en œuvre devait être approuvée par les réunions du Fonds monétaire international (FMI) et de la Ban-

que mondiale (25-26 avril), puis des Banques asiatique (2-5 mai) et africaine (13-14 mai) de développement. Mais le défi est immense. Alors que 300 millions de personnes avaient pu se hisser au-dessus du seuil de pauvreté depuis 1997 – année de la crise asiatique –, « environ 60 % des gains dans la réduction de la pauvreté mondiale seront probablement effacés entre 2008 et 2009 », a jugé en février la Commission pour le développement social des Nations unies.

Chute des investissements étrangers, baisse des transferts des migrants, plongeon des recettes

d'exportation de matières premières, fuite des capitaux, tensions sur les taux d'intérêt et de change : la diffusion de la crise est multiforme. Faute de stocks, les pays pauvres restent aussi vulnérables aux tensions sur les prix alimentaires.

Les prévisions de croissance des pays en développement, moins mauvaises que celles des pays développés, ne doivent pas faire illusion. En excluant la Chine et l'Inde, l'évolution de leur produit intérieur brut serait ramenée à 0 en 2009 après +4,6 % en 2008, selon la Banque mondiale. En Afrique, « les chiffres de croissance vont être trom-

peurs en 2009 », souligne Lionel Zinsou, associé de la société de capital-investissement PAI Partners et conseiller spécial du président de la République du Bénin, Boni Yayi.

►►► Lire la suite page 4

Nicolas Baverez



Remobiliser le capital

La lutte contre la déflation par la dette conduit à quelques paradoxes : on utilise massivement la dette publique et la garantie de l'Etat pour répondre aux excès du crédit privé ; on donne la priorité au sauvetage des banques et à la remise en route des marchés pour sortir de la crise provoquée... par l'emballement de la spéculation financière. Mais, dans les deux cas, le capital reste le meilleur des antidotes face aux dommages occasionnés par l'éclatement des bulles spéculatives.

L'implosion du capitalisme mondialisé résulte d'ailleurs de déséquilibres de l'allocation du capital.

D'abord, la disparition de l'épargne dans nombre de pays développés, Etats-Unis en tête. Ensuite, le mode de développement extraverti des pays émergents, fondé sur un taux d'épargne très élevé et l'accumulation de gigantesques réserves de change. Enfin, la réduction de la base de capital des entreprises par le recours intensif à la dette via la titrisation, les rachats d'actions, les LBO. Si la hausse des profits fut légitimement fondée dans les années 1990 sur les gains de productivité permis par l'innovation et l'universalisation du capitalisme, elle a été artificiellement amplifiée dans les années 2000 par le rétrécissement de la base capitaliste des entreprises. Surendettement et sous-capitalisation sont allés de pair, créant un risque de liquidité mortel pour les institutions financières et redoutable pour les autres acteurs de l'économie.

L'effondrement du crédit a donc débouché sur une course au capital. Pour les ménages des pays développés, elle se traduit par le relèvement du taux d'épargne qui découle de la restriction de la consommation, d'un principe de précaution face à la montée du chômage et de la renégociation des prêts immobiliers.

Pour les banques, elle prend la forme de la reconstitution à marche forcée de leurs capitaux propres à travers la baisse des taux d'intérêt, les aides et garanties publiques (3 000 milliards d'euros en Europe) et les augmentations de capital, tandis que les entreprises non financières multiplient les appels à leurs actionnaires au fur et à mesure qu'elles prennent conscience de l'insuffisance de leurs capitaux pour couvrir les risques liés à leur activité. Pour les Etats développés, elle conduit à des émissions massives d'emprunts, qui pourraient atteindre entre 1 000 et 1 800 milliards d'euros pour les membres de l'Union en 2009, pendant que les pays pauvres ou émergents – dont le déficit de financement risque de s'élever à 700 milliards de dollars, soit 530 milliards d'euros – se tournent vers le Fonds monétaire international, fort des 1 100 milliards de dollars de ressources supplémentaires affectées par le G20.

La mobilisation du capital est donc vitale pour la sortie de crise : elle est la condition de la relance du crédit et de l'investissement productif. Elle est nécessaire pour réduire les risques de la mondialisation tout en conservant son potentiel de création d'activités et d'emplois. Enfin, elle est déterminante pour la conversion des modèles de production, qu'il s'agisse du basculement vers l'économie de la connaissance ou de la migration vers une croissance respectueuse de l'environnement. La révolution verte ne sera pas moins gourmande en capital que la transition vers la production et la consommation de masse après la seconde guerre mondiale !

►►► Lire la suite page 2

Annonces

Paroles d'experts Alternance Page 8 ■ Dirigeants ■ Finance, administration, juridique, RH ■ Banque assurance ■ Conseil, audit ■ Marketing, commercial, communication ■ Santé ■ Industries et technologies ■ Carrières internationales ■ Multiposte ■ Collectivités territoriales Pages 11 à 16
Consultez notre site : www.lemonde.fr

L'éclairage de Martin Wolf page 2



Quelques indicateurs ne font pas un rebond : attention aux désillusions !

Stratégie page 6

Pour Frédéric Roussel (Acted), « le microcrédit est menacé »



E·S·L
SÉJOURS LINGUISTIQUES

Anglais + Stage :
Un atout
pour votre CV

Paris 01 55 42 10 12
Lyon 04 78 28 39 56
Nice 04 93 80 36 47

Retrouvez nos offres d'emploi sur www.esl.fr

Remobiliser le capital

►►► Suite de la chronique de Nicolas Bavarez

Enfin, le capital est indispensable au développement, seul à même de réduire les inégalités entre les hommes et les nations.

La capacité à générer et allouer de manière efficace le capital sera un facteur décisif de compétitivité et de puissance dans les prochaines années. D'où la nécessité, pour les plans de relance, de ne pas dissuader l'épargne longue, aussi importante pour le financement des entreprises que des dettes publiques – ce qui passe en France par la sécurisation de l'assurance vie et la pérennisation des avantages fiscaux qui lui sont attachés.

D'où également, l'urgence d'accélérer la restructuration et l'assainissement des banques, notamment en Europe où elles assurent 70 % du financement de l'économie et où restent à passer 920 milliards d'euros de pertes, tandis que la Banque centrale européenne accumule les retards dans la baisse des taux directeurs et le recours à des mesures d'assouplissement quantitatif. D'où la priorité qui doit être donnée à la relance des marchés financiers, d'abord par la titrisation, pivot de l'apurement du bilan des institutions financières et des banques centrales. D'où le soutien qui doit être accordé aux investisseurs à long terme dont le rôle est stratégique pour la recapitalisation de l'appareil productif – ce qui invite à réviser les normes IFRS et à reconsidérer le projet de directive « Solvency II » qui écarte les assureurs du marché des actions.

D'où enfin, le rôle fondamental de la capacité d'attraction des capitaux qui dépendra désormais moins du niveau de la fiscalité que de la qualité de la régulation financière, de l'efficacité de l'Etat de droit, de la croissance potentielle et de la réassurance stratégique, bref de la sécurité. Autant d'atouts que les Etats-Unis cherchent à renforcer et sur lesquels l'Europe doit vite se positionner, sauf à se trouver marginalisée par le condominium américano-chinois qui s'appareille à dominer le XXI^e siècle. ■

Nicolas Bavarez est économiste et historien.



L'éclairage Certains indicateurs semblent donner le signal d'un prochain rebond. Mais les raisons structurelles de la crise sont toujours là

Attention aux désillusions

Par Martin Wolf

Le printemps est là et les décideurs politiques voient éclore des bourgeons. Le président des Etats-Unis, Barack Obama, fait état de « *lueurs d'espoir* ». Ben Bernanke, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), a déclaré au début du mois que « *depuis peu, nous relevons des signes timides indiquant que le déclin brutal de l'activité économique pourrait être en train de ralentir, comme le montrent par exemple les chiffres des ventes intérieures, de la construction de logements et des dépenses en biens de consommation, dont les ventes de véhicules neufs* ».

Le pire est-il derrière nous ? En un mot, la réponse est non. Certes, le rythme du déclin économique ralentit, mais il est trop tôt pour miser sur un redressement, sans même parler d'un retour à une croissance forte. Plus distante encore demeure l'élimination de la surcapacité. Mais l'objectif le plus éloigné reste la fin du mouvement désordonné de désendettement. L'autosatisfaction serait dangereuse. Nous n'en sommes encore qu'au début.

Aux Etats-Unis, le rythme du déclin de la production manufacturière peut se comparer à celui de la Grande Dépression. La production des usines japonaises a connu une chute pratiquement équivalente à celle observée aux Etats-Unis durant les années 1930. Et la désintégration du système financier est probablement pire qu'elle ne fut à l'époque.

Si le monde vit une Grande Récession et échappe à une Grande Dépression, ce sera dû à l'ampleur de l'intervention des gouvernements. Trois des plus grandes banques centrales du monde

– la Fed, la Banque du Japon et la Banque d'Angleterre – ont des taux officiels proches de zéro et ont adopté des politiques non conventionnelles.

Le déficit budgétaire réel de la zone OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) devrait atteindre 8,7 % du produit intérieur brut (PIB) l'année prochaine, pour un déficit structurel de 5,2 %. Aux Etats-Unis, les chiffres correspondants devraient être respectivement de 11,9 % et 8,2 %. Les gouvernements des pays riches ont également mis leurs très bonnes évaluations de crédit à la disposition de leurs systèmes financiers au comportement douteux, procédant ainsi à la plus importante socialisation [prise en charge par l'Etat] du risque de marchés qu'ait jamais connue le monde.

Il était impossible qu'un tel activisme ne donne pas de résultats. Nous assistons de fait à une normalisation partielle des marchés financiers, avec une réduction marquée des écarts de taux d'intérêt entre actifs risqués et moins risqués. L'indice FTSE All-World a bondi de 24 % et le S&P 500 de 23 % depuis le 9 mars. Les chances d'une nette amélioration dans le secteur manufacturier sont grandes : les fortes baisses de la demande entraînent des augmentations de stocks et des chutes de production. Or ces dernières prendront forcément fin, et la croissance de la Chine est également en train de repartir.

Mais cette récession mondiale est différente de toutes celles que l'on a connues depuis la seconde guerre mondiale. Sa principale caractéristique est l'incertitude.

Considérons les périls évidents : vu les énormes excès de

capacités, le risque de déflation subsiste, avec des résultats potentiellement désastreux pour les emprunteurs surendettés ; vu la hausse du chômage et les énormes pertes de richesses, les ménages endettés des pays à faible épargne pourraient porter leur taux d'épargne à des niveaux exceptionnels ; vu l'effondrement de la demande et des profits, les coupes dans les investissements pourraient s'avérer exceptionnelles durables et sévères ; vu le caractère massif et persistant des déficits budgétaires et la hausse vertigineuse de la dette, l'aversion au risque pourrait entraîner une hausse des taux d'intérêt sur l'emprunt public ; et vu le refus de pré-

nir à la normale, avec des positions budgétaires durables, des taux d'intérêt directs à court terme fortement positifs et des systèmes financiers solvables ? L'exemple du Japon, qui n'y est pas parvenu en vingt ans, n'a rien de rassurant.

Mais ce qui me paraît le plus préoccupant, c'est cette réticence à reconnaître la nature du défi.

Dans ses recommandations, même l'OCDE semble croire qu'il s'agit d'une crise essentiellement financière que nous devrions surmonter relativement vite. Or même ce dernier espoir paraît toujours plus compromis : dans son dernier « Rapport sur la stabilité financière mondiale », le Fonds monétaire international (FMI) esti-

tant de choses. La dette totale du secteur privé est passée de 112 % du PIB en 1976 à 295 % du PIB à la fin de 2008. La dette du seul secteur financier a bondi de 16 % à 121 % du PIB sur la même période. Quelle réduction de ces effets de levier a-t-on constaté au cours de l'année de crise 2008 ? Aucune. Au contraire, l'endettement a encore augmenté.

Le danger est qu'une amélioration de la situation, même minime, convainque le monde que les choses vont redevenir comme avant. Tel ne sera pas le cas. La dure vérité est que le secteur financier est encore loin d'être assaini, que le désendettement des secteurs privés des pays fortement endettés n'a pas commencé, que le rééquilibrage indispensable de la demande mondiale est à peine amorcé, et que pour toutes ces raisons, un retour à une croissance durable emmenée par le secteur privé reste un espoir encore très lointain.

L'économie mondiale ne peut en revenir à la situation où elle se trouvait avant la crise, parce que les événements ont montré que c'était une situation intenable. Le monde en est aux premières phases d'un désendettement et d'une restructuration qui promettent d'être longs et douloureux. Heureusement, les responsables politiques ont su écarter les pires conséquences possibles. Mais il reste encore beaucoup à faire avant que les jeunes bourgeons fragiles deviennent des plantes vigoureuses. ■

Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le « Financial Times ». © FT. (Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

Le plus inquiétant est l'ampleur des mesures nécessaires pour enrayer la spirale descendante

ter aux emprunteurs les plus fragiles, un certain nombre d'économies émergentes pourraient être entraînées dans une spirale descendante marquée par un tarissement de l'afflux de capitaux, une chute de la production et une réduction de la qualité des actifs.

Bref, comme le soulignent Stephen King et Stuart Green de HSBC dans un rapport récent, la dynamique exceptionnelle de cette crise doit inciter à un optimisme prudent quant à l'échéance et à la rapidité du redressement. Le plus inquiétant, de surcroît, est l'ampleur des mesures nécessaires pour enrayer cette spirale descendante. Ce qui soulève la grande question : comment et quand le monde pourra-t-il espérer en reve-

me désormais le montant des pertes globales du secteur financier à 4 100 milliards de dollars (3 200 milliards d'euros). Sa prochaine estimation sera probablement encore plus élevée.

La crise financière est avant tout le symptôme d'un désordre dans les bilans. Ce désordre découle lui-même en partie des déséquilibres structurels des comptes courants. C'est pourquoi ni une relance macroéconomique à court terme, ni une restructuration des bilans des établissements financiers ne seront en mesure de générer une croissance mondiale saine et durable.

Regardons l'exemple éloquent des Etats-Unis, dont la demande finale a longtemps conditionné

Karl Polanyi
La Grande transformation
La Grande Transformation
Karl Polanyi
Tel Gallimard,
476 pages,
12,50 euros

Le livre Le voile du marché

Après la publication des *Essais*, de Karl Polanyi (Seuil, 2008), la réédition de son œuvre maîtresse était attendue. Paru en 1944, l'ouvrage n'a été traduit en France qu'en 1983. Depuis, les thèses de Polanyi ont connu un regain d'intérêt. Au point que beaucoup s'en réclament aujourd'hui, des Verts aux sociaux-démocrates, en passant par certains altermondialistes. Une convergence étonnante qui brouille les repères.

Mais cela n'aurait sans doute pas déplu à ce Viennois d'origine hongroise, juif et chrétien, émigré en Angleterre (en 1933), puis aux Etats-Unis et au Canada, socialiste non marxiste, pragmatique, individualiste, humaniste... philosophe, économiste, journaliste, et professeur.

La « grande transformation », pour Polanyi, est celle qu'a connue le monde à travers la crise économique et politique des années 1930-1945. Le libéralisme économique, dit-il, est alors mort, l'organisation économique née au XIX^e siècle s'est « désintégrée ». La « source et la matrice » du système étaient,

pour Polanyi, le marché « *autoregulateur* », dont l'échec le conduit à déclarer cette idée « *utopique* ».

Comme le soulignait l'anthropologue Louis Dumont dans la préface de la première édition, l'originalité de *La Grande Transformation* est son comparatisme. Polanyi a « regardé la société moderne, ou l'économie dite libérale, à la lumière des sociétés non modernes, ou en contraste avec elles ».

Dans la section intitulée « *Satanic Mill* » (« La fabrique du diable », titre emprunté au poète anglais William Blake), Polanyi montre comment l'institutionnalisation du marché autorégulé a conduit à la crise du XX^e siècle. L'innovation moderne avait consisté à « *désocialiser* » ou à « *désencastrier* » l'économie du social ; mais la Grande Guerre, puis la Grande Dépression, ont entraîné sa resocialisation violente.

Mais, prévient Polanyi, l'économie de marché n'est qu'un « *voile* ». Ce n'est pas en la supprimant que l'on règlera les problèmes, comme des lectures indigestes de son œuvre le laissent parfois croire. ■
Philippe Arnaud

Les acteurs de l'économie Pierre Jacquet Norman Borlaug, l'artisan de la « révolution verte »

En sélectionnant et croisant des variétés de blé japonaises et mexicaines, l'agronome américain Norman Borlaug, né en 1914, a découvert de nouvelles variétés à haut rendement et résistantes aux maladies. Il a ainsi montré que la recherche agronomique pouvait déboucher sur des inventions et des techniques de production agricole adaptées au tiers-monde. Associées à l'utilisation d'engrais, de l'irrigation et de la mécanisation, ces nouvelles variétés ont contribué significativement à la lutte contre la pauvreté et la malnutrition.

Initiée au Mexique dans les années 1950, cette « révolution verte » a entraîné une percée remarquable dans la production de blé et de riz en Asie à partir du milieu des années 1960, notamment en Inde et en Chine, dont la production de céréales a été multipliée par plus de quatre entre 1961 et 1999. Pour l'Asie entière, la production céréalière a plus que doublé entre 1970 et 1995, alors que la population s'accroissait de 60 % : les apports caloriques ont ainsi

augmenté de 30 % et les prix relatifs des céréales ont baissé. Cette contribution a valu à M. Borlaug le prix Nobel de la paix en 1970.

Les principes mêmes de cette « révolution verte » suscitent aujourd'hui d'importants débats. Les problèmes environnementaux liés à l'agriculture intensive sont réels et préoccupants. Mais le développement durable ne consiste pas à refuser a priori le progrès technique en raison des problèmes potentiels qu'il est susceptible de créer. Il repose sur d'inévitables compromis à trouver entre les besoins des populations et l'impératif de préserver la nature et l'environnement.

M. Borlaug a imaginé par exemple ce qui se serait passé sans la « révolution verte » : si les rendements céréalières avaient été équivalents en 2000 à ce qu'ils étaient en 1950, il aurait fallu, pour faire face à la croissance démographique, cultiver près de 2 milliards d'hectares supplémentaires de terres de qualité équivalente, c'est-à-dire tripler les surfaces utilisées. Or le monde ne dispose pas d'un tel excédent de terres ara-

bles. Il aurait ainsi fallu mettre en culture des terres fragiles, accroître la déforestation et accepter la progression de l'érosion, la détérioration de la biodiversité et l'extinction de nombreuses espèces animales. Les progrès en matière de santé et de réduction de la pauvreté auraient été fortement ralentis. Le choix collectif nécessaire n'est pas seulement scientifique ou environnemental ; il est fondamentalement politique et social.

Lutte contre la malnutrition

Au-delà de ce débat entre scientifiques et écologistes, M. Borlaug a souligné, et les événements de 2008 l'ont amplement rappelé, que la lutte contre la malnutrition reste confrontée à deux défis majeurs. Le premier consiste à savoir produire des quantités suffisantes de nourriture pour satisfaire les besoins d'une population encore croissante, tout en respectant des trajectoires durables du point de vue économique et environnemental. Une amélioration de plus de 50 % des rendements céréalières, par exemple, est encore nécessaire, notamment en Asie

et en Afrique où la pauvreté et la malnutrition perdurent.

Le second défi est plus redoutable encore : il consiste à faire en sorte que la production alimentaire soit accessible à tous, ce qui renvoie à l'organisation des marchés, à l'accès aux financements, à la protection de la propriété intellectuelle, à l'adéquation des infrastructures et aux politiques publiques. M. Borlaug note ainsi que, si la production alimentaire mondiale de 1998 avait été également répartie, chaque individu aurait pu recevoir une ration calorique adéquate.

Le progrès technique n'apportera pas la panacée, mais il participe de la solution qui devra être trouvée collectivement, à travers l'amélioration des variétés, l'utilisation de biotechnologies, la mise en œuvre de techniques sans labour, l'utilisation des engrais, le développement de l'irrigation, la prise en compte du réchauffement climatique, etc. Un demi-siècle après la « révolution verte », la sécurité alimentaire mondiale reste un enjeu majeur. ■

Agence française de développement.